



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

13 juin 2011 #81 La CPI semaine après semaine



Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* ("Ahmad Harun") et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* ("Ali Kushayb") ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n'est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre de première instance I le 17 juin 2010 ; l'audience de confirmation des charges s'est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l'unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l'encontre d'Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Le Procureur de la CPI a présenté son rapport périodique sur le Darfour au CSNU

New York, 8 juin 2011

Treizième Rapport du Procureur de la Cour pénale internationale au Conseil de Sécurité des Nations Unies en application de la Résolution 1593 (2005)

Décisions adoptées entre le 6 et le 10 juin 2011

Affaire Banda et Jerbo

Decision on the re-interviews of six witnesses by the prosecution

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 6 juin 2011

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* doit s'ouvrir le 17 août 2011.

Décisions adoptées entre le 6 et le 10 juin 2011

Affaire Lubanga Dyilo

Order on the implementation of decision ICC-01/04-01/06-2586-Conf-Exp

Rendue par la Chambre de première instance I, le 6 juin 2011

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Décision sur une requête en amicus curiae et sur la « requête tendant à obtenir présentations des témoins DRC-D02-P-0350, DRC-D02-P-0236, DRC-D02-P-0228 aux autorités néerlandaises aux fins d’asile » (articles 68 et 93-7 du Statut)

Rendue par la Chambre de première instance II, le 9 juin 2011

Affaire Mbarushimana

Decision on the processing of additional hard drives and compact disks

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 9 juin 2011

Decision on the “Proposal on victim participation in the confirmation hearing”

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 10 juin 2011

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l’affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d’examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l’humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l’accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 6 et le 10 juin 2011

Affaire Bemba

Decision on the re-interviews of six witnesses by the prosecution

Rendue par la Chambre de première instance III, le 6 juin 2011

Situation en République du Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. Les audiences de confirmation des charges dans les deux affaires : *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* et *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* sont programmées pour le 1^{er} et le 21 septembre 2011, respectivement.

Décisions adoptées entre le 6 et le 10 juin 2011

Affaire Ruto, Kosgey et Sang

Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in the appeal of the Republic of Kenya against the decision of Pre-Trial Chamber II entitled “Decision on the Application by the Government of Kenya Challenging the Admissibility of the Case Pursuant to Article 19(2)(b) of the Statute”

Rendue par la Chambre d’appel le 7 juin 2011

Decision on the Prosecutor’s Request for Extension of Time

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 8 juin 2011

Affaire Muthaura, Kenyatta et Ali

Decision Ordering the Victims and Witnesses Unit to Submit Observations

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 6 juin 2011

Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in the appeal of the Republic of Kenya against the decision of Pre-Trial Chamber II entitled “Decision on the Application by the Government of Kenya Challenging the Admissibility of the Case Pursuant to Article 19(2)(b) of the Statute”

Rendue par la Chambre d’appel le 7 juin 2011

Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d’audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Événements

L'Université de Rosario remporte le concours de procès fictif organisé par la Cour pénale internationale



Les juges Sylvia Steiner, Silvia Fernández de Gurmendi et Elizabeth Odio Benito, de la CPI, et l'équipe ayant remporté la finale du concours de procès fictif – version en langue espagnole, représentant l'Université de Rosario (Colombie) © ICC-CPI

L'Université de Rosario (Colombie) a remporté le concours de procès fictif en espagnol organisé par la Cour pénale internationale (CPI). L'épreuve finale s'est déroulée le 10 juin 2011, dans la salle d'audience I de la CPI à La Haye. L'équipe gagnante était composée de Natalia Vega Rangel, Natalia Suarez Sanchez, Jaime Andres Contreras Fonseca, Laura Pinilla de Brigard et Oscar Molina Pulido, et était encadrée par Andrea Mateus et Juan Ramon Martinez Vargas. L'Université Carlos III (Espagne) et l'Université Sergio Arboleda (Colombie) ont respectivement remporté la deuxième et la troisième place. Le prix du « Meilleur orateur » a été décerné à Natalia Suarez Sanchez de l'Université de Rosario.



L'équipe gagnante, de l'Université de Rosario (Colombie), concourant dans la salle d'audience I de la CPI en tant que représentants d'un Etat fictif © ICC-CPI

S'affrontant dans le cadre d'un procès fictif, les trois équipes, tenant respectivement le rôle de l'Accusation, de représentant d'un état et de représentant légal des victimes, ont présenté oralement leur cause devant les juges Silvia Fernández de Gurmendi, Elizabeth Odio Benito et Sylvia Steiner.



Le prix du Meilleur orateur a été décerné à Natalia Suarez Sanchez de l'Université de Rosario (Colombie) © ICC-CPI

« Le choix du vainqueur était difficile, car tous les participants s'étaient très bien préparés » a commenté la juge Elizabeth Odio Benito lors de la cérémonie de remise des prix, avant de décerner aux vainqueurs la « Robe », la récompense la plus prestigieuse accordée par la CPI. La juge Odio Benito a encouragé tous les établissements universitaires ibéro-américains à poursuivre leurs efforts et à participer aux prochains concours organisés en espagnol, soulignant qu'il s'agissait là d'une compétition unique qui contribue à faire mieux connaître la CPI et à encourager les débats au sein des milieux universitaires d'Amérique latine.

Le Greffier de la Cour, Mme Silvana Arbia et le procureur adjoint, Mme Fatou Bensouda ont remis un prix aux équipes classées deuxième et troisième lors de la cérémonie, qui s'est tenue en présence de Julián Guerrero, chargé d'affaires par intérim de l'ambassade de Colombie. M. Guerrero a lui-même remis un prix au « Meilleur orateur » du concours.

Le Doyen de l'Université d'Utrecht, laquelle est l'un des partenaires de la CPI dans le cadre de l'organisation de cette compétition, a par ailleurs récompensé le « Meilleur entraîneur » par un stage de six mois dans cet établissement en tant que professionnel invité.



L'équipe arrivée en deuxième place, de l'Université Carlos III (Espagne), concourant dans la salle d'audience I de la CPI en tant qu'Accusation © ICC-CPI

Pour organiser le concours en espagnol, la CPI a travaillé en collaboration avec l'Université d'Utrecht (Pays-Bas) et le *Consejo Latinoamericano de Estudiosos del Derecho Internacional y Comparado (Coladic)* du Mexique. Plus de 20 facultés de droit ibéro-américaines, notamment d'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Chili, de l'équateur, de l'Espagne, du Mexique et du Venezuela, ont pris part aux épreuves



L'équipe arrivée en troisième place, de l'Université Sergio Arboleda (Colombie), concourant dans la salle d'audience I de la CPI en tant que représentants légaux des victimes © ICC-CPI

nationales organisées en février et mars de cette année par les partenaires de la CPI, ainsi qu'aux épreuves régionales qui se sont déroulées au Mexique en avril dernier. Des séminaires universitaires consacrés au droit international pénal ont été organisés en marge des différentes épreuves. Y ont participé des universitaires, des juges, des procureurs et des avocats, ainsi que des représentants de gouvernements, d'ONG, d'organisations internationales et des médias.

Dans le cadre du programme qu'elle consacre aux milieux universitaires, la Cour a également contribué à l'organisation d'un concours de procès fictif en anglais en collaboration avec le réseau *International Criminal Law Network (ICLN)*. La finale

a eu lieu le 15 avril dernier et a été remportée par la *Bond University* (Australie). Il est envisagé, à moyen ou à long terme, d'organiser des concours de procès fictifs dans les autres langues officielles de la Cour, à savoir l'arabe, le chinois, le français et le russe.

Interagir avec les communautés

Clôture du séminaire régional académique organisé par la CPI à Kinshasa : ensemble vers un partenariat durable avec les universités

Pendant cinq jours, du 4 au 9 juin 2011, onze professeurs de la République démocratique du Congo (RDC) et de la République centrafricaine (RCA) ont participé à un séminaire portant sur le droit international pénal et la Cour pénale internationale (CPI) et organisé par la CPI à Kinshasa (RDC). Ce séminaire s'est tenu en collaboration avec l'Université Paul-Cézanne Aix-Marseille III et avec le soutien financier de l'Union européenne qui, avec le même objectif, soutiendront l'organisation d'un second séminaire régional à Kampala en Ouganda en juillet 2011 qui visera cette fois des professeurs de droit anglophones du Kenya et d'Ouganda, autres pays où la Cour opère.

Organisé dans le cadre du programme académique de la Section de l'information et de la documentation de la CPI, ce séminaire avait pour objectif principal d'encourager et d'engager les universités dans les pays dans lesquels la Cour enquête à incorporer et à développer dans le cadre de leurs cursus académiques des cours approfondis et spécialisés de droit international pénal et relatifs à la CPI.

C'est dans cette optique que plusieurs universités importantes de la RDC et de la RCA, deux pays où la Cour enquête, ont été sollicitées pour nommer des professeurs de droit en vue de les représenter au cours de ce séminaire. Ces derniers ont eu l'opportunité de débattre sur des sujets divers relatifs à la justice pénale internationale, dans ses deux aspects théorique et pratique. Ils ont également échangé sur les différentes méthodes, ressources et outils pédagogiques nécessaires pour l'enseignement de la matière. « Ce séminaire a permis aux professeurs d'accorder leur violon sur ce qui doit être dispensé dans le cadre de cette nouvelle discipline en plein essor qu'est le droit international pénal », a expliqué l'un des professeurs participants au séminaire à Kinshasa, le Professeur Alexis N'Dui-Yabela de l'université de Bangui. Son homologue de l'Université Technologique Bel Campus de Kinshasa, le Professeur Don José Muanda, a déclaré que « le séminaire aura permis de clarifier par des débats axés sur des questions pratiques,

comme celle relative au pouvoir du Procureur près la CPI qui, en dépit des textes du Statut de Rome demeurerait obscur et semblait revêtir une politisation à tort pour certains participants et professeurs de droit international pénal ».

Les professeurs participants représentaient des facultés de Droit des universités centrafricaines et congolaises suivantes : l'Université de Bangui, l'École Nationale d'administration et de la magistrature de Bangui, l'Université de Kinshasa, l'Université de Kisangani, l'Université Libre des Pays des Grands Lacs de Goma, l'Université Catholique de Bukavu, l'Université de Lubumbashi, l'Université



Les professeurs et le personnel de la CPI après cinq jours fructueux d'apprentissage et de partage au séminaire régional académique à Kinshasa, en RDC © ICC-CPI

William Booth de Kinshasa, l'Université Libre de Kinshasa, l'Université Technologique Bel Campus de Kinshasa et l'Université Protestante au Congo de Kinshasa. Les différentes sessions du séminaire ainsi que les tables-ronde ont été conduites par M. le Professeur Xavier Philippe, professeur de droit international pénal à l'Université Paul-Cézanne. « J'ai été particulièrement impressionné de la qualité des échanges et des débats que mes collègues et moi-même avons eus sur le droit international et la Cour pénale internationale » a-t-il indiqué.

La coopération entre la Cour et les universités ayant participé aux séminaires régionaux perdurera au-delà de la fin de ces derniers. Un deuxième aspect du programme académique de la CPI, visant à renforcer les capacités des universités en terme de documentation, consistera à fournir aux bibliothèques universitaires des ouvrages et des manuels de référence en droit international pénal en vue de les mettre à la disposition de leurs étudiants.

Par ailleurs, et toujours dans le but de renforcer et de maintenir un partenariat durable entre la CPI et les milieux universitaires dans les pays où la Cour opère, un site Internet propre au programme académique sera opérationnel à la fin du mois d'août 2011. Des informations relatives au programme académique de la Cour et aux séminaires qui ont et auront lieu seront accessibles au grand public, en français et en anglais. Les outils et matériaux pédagogiques développés au sein du programme y seront également téléchargés et accessibles aux professeurs participants. Enfin, un forum de discussions leur sera aussi dédié et ouvert sur le site en vue de leur permettre de garder le contact, d'échanger leurs idées et leurs réflexions sur des sujets qui se rapportent à la justice pénale internationale et à l'enseignement de la matière. L'ouverture de ces forums aux étudiants en droit international pénal des universités participantes sera aussi encouragée.

« L'organisation de ce séminaire ainsi que les activités qui suivront viennent confirmer encore une fois que les universités, les professeurs et les étudiants demeurent les partenaires actuels et futurs de la Cour », a affirmé Fabienne Chassagneux, coordinatrice de la sensibilisation de la CPI en RCA qui a animé une table-ronde lors de ce séminaire. Elle a ajouté que ces partenaires continueront à jouer un rôle primordial dans le renforcement de la promotion et du respect des droits de l'Homme, du droit humanitaire et du droit international pénal. Grâce aux partenariats présents et futurs, une mise en place durable et réussie du programme académique permettra à la Cour d'étendre et d'optimiser son engagement auprès des milieux universitaires, objectif qui s'inscrit pleinement dans la stratégie d'information de la Cour 2011-2013.

Calendrier

| JUN 2011 | | | | | | |
|--|---|----------|---|--|--------|----------|
| lundi | mardi | mercredi | jeudi | vendredi | samedi | dimanche |
| 13 | 14 | 15 | 16 L'Avocat Général du Qatar, Dr. Ali Al Marri donnera une conférence sur « La CPI et le monde arabe : vers un partenariat nécessaire » Journée mondiale de l'enfant Africain | 17 | 18 | 19 |
| 20 La vice-présidente de la CPI, la juge Diarra s'adresse aux étudiants de la faculté de droit de l'Université de Yaoundé II au Cameroun | 21 La vice-présidente de la CPI, la juge Diarra s'adresse aux étudiants de l'IRIC et intervient lors du séminaire de la campagne d'« Appel aux avocates africaines » au Cameroun | 22 | 23 | 24 La vice-présidente de la CPI, la juge Diarra s'adresse aux étudiants de droit de l'Université de N'djamena et intervient lors du séminaire de la campagne d'« Appel aux avocates africaines » au Tchad | 25 | 26 |
| 27 Le Président de la CPI prononce le discours d'ouverture de la Conférence annuelle de l' <i>International Association of Prosecutors</i> , à Séoul en République de Corée | 28 | 29 | 30 | | | |
| JUILLET 2011 | | | | | | |
| lundi | mardi | mercredi | jeudi | vendredi | samedi | dimanche |
| | | | | 1 | 2 | 3 |
| 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.